



Société archéologique et historique de Chelles

LE PETIT JOURNAL

N° 2011 – 1-2-3

Septembre 2011

LE MOT DU PRESIDENT

Cher(e)s ami(e)s

Après une longue interruption, je suis heureux de vous proposer de nouveau notre « Petit Journal ». Une année professionnelle très chargée a interrompu la rédaction et donc la parution de cette « gazette de l'actualité archéologique et historique chelloise, et je vous présente mes très sincères excuses pour cette longue absence.

Le premier numéro de l'année devait vous rendre compte de notre Assemblée Générale qui s'est tenue le 22 janvier dernier. Lors de la présentation du rapport moral, nous avons rendu hommage à 3 de nos anciens membres : Maître Marsigny, président honoraire, Madame Salers, ancienne secrétaire, et Monsieur Maréchal, administrateur.

Dans les activités de notre association, nous trouvons toujours 5 conférences, et 2 sorties, et 2 participations à des manifestations locales : juin la braderie, et septembre le Forum. Celles-ci se sont déroulées avec régularité depuis le début de cette année

Notre bulletin, distribué au cours du premier trimestre 2011, porte sur les plans et cartes anciennes de notre territoire.

Autre « manifestation » de 2010, le colloque international de la SFECAG, qui a eu lieu en juin, l'association a participé à l'édition des actes du

colloque, mais certains de nos membres ont participé activement à l'accueil des participants, assistant également aux différentes conférences. Corinne Charamond, organisatrice de cette importante manifestation, lit la préface des actes du colloque, qui remercie chaleureusement la Société Archéologique et Historique de Chelles pour l'accueil qu'elle a réservé à ce colloque.

Projet d'avenir : le prochain bulletin portera sur 30 d'ans d'archéologie à Chelles et dans les environs.

Lors du renouvellement de notre Conseil d'administration, quelques membres fidèles ont souhaité prendre une « retraite » bien méritée. IL s'agit de MM. Claude Zylbersztejn, Philippe Chevalier, et le Dr Jacques Meillet

Trois de nos amis ont accepté de rejoindre notre C.A. : Mme Corinne Charamond, MM. Joël Beucher et Alex Nicolsky.

L'Assemblée Générale se poursuit par la conférence sur les dernières fouilles à Chelles, conférence suivie du verre de l'amitié.

Depuis cette date, deux nouvelles conférences et notre sortie de printemps ont eu lieu. En outre, une « sortie éclair », organisée un samedi après midi, vous a permis de visiter l'église Notre Dame du Raincy, chef-d'œuvre d'Auguste PERRET représentative du patrimoine du XXème siècle, souvent trop méconnu.

REUNION DU 22 JANVIER 2011

BILAN ANNUEL DES RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES DE L'ANNEE 2010

Par Christian CHARAMOND, archéologue municipal

La fouille préventive qui a été réalisée de mai à décembre 2010 par l'Inrap et la ville de Chelles sur l'emplacement d'une partie de l'ancienne abbaye féminine bénédictine, à l'occasion de la construction d'un gymnase avait l'année dernière fait l'objet d'une première conférence.

L'avancée de l'étude permet maintenant d'insérer les données à celles recueillies précédemment lors des travaux de construction de l'hôtel de ville (fouilles J. Ajoy de 1986 à 1989, D. Coxall de 1990 à 1995), à l'est, et de restauration des églises Sainte-Croix et Saint-Georges (fouilles J. Ajoy de 1984 à 1988, C. Charamond de 1999 à 2001), au nord.

Malgré la proximité du noyau mérovingien reconnu au niveau de l'église Saint-Georges, aucun indice matériel n'a été observé lors de cette fouille. En cela, elle montre que, tout comme l'exploration des trois tranches de construction de l'hôtel de ville l'avait auparavant mis en relief, l'implantation mérovingienne se cantonnait aux

abords immédiats de l'actuelle rue Eterlet.

Les premiers éléments attestant de l'implantation monastique apparaissent dans les dernières décennies du 8^e siècle. Il s'agit en premier lieu d'un mur en silex et meulière lié au mortier, reconnu sur toute la largeur de la fouille.

Au nord de ce mur, une succession de couches de terres organiques sombres correspond à des niveaux extérieurs, cultivé ou laissé en friche sans aucun aménagement particulier observé. Au sud, le terrain est décaissé permettant de créer une plate-forme horizontale qui accueille un sol de circulation en gravier. Un fossé de drainage méridional prend le relais des fossés antiques.

Déjà observé plus à l'est lors des opérations des 2^e et 3^e tranches de construction de l'hôtel de ville, le mur correspond à la clôture de l'abbaye carolingienne. Il permet la mise en place d'une terrasse au nord par l'apport de remblais tandis qu'au sud il est longé par une aire de circulation en gravier, protégée des inondations méridionales par un fossé de drainage.

Libre de toute construction, ce secteur évoluera peu durant les trois siècles suivants alors que le cœur de l'abbaye, autour du cloître, verra se succéder nouveaux aménagements et bâtiments. Au sud de la clôture, voirie et fossé sont régulièrement entretenus. Seul, l'installation de contreforts, à intervalles réguliers, dans le courant du 12^e siècle, permet de renforcer le mur et de contrebuter le poids des terres de la terrasse.

A la fin du 12^e siècle ou dans la première moitié du 13^e siècle, un premier bâtiment aux fondations de plâtre prend appui sur le mur de clôture. Composé d'au moins deux pièces, il est large de 3.50 m pour plus de 14.00m de long. Seule la pièce ouest, d'une superficie de 22m² (7.50m sur 3,00 m), a conservé un sol de plâtre et un aménagement de pierre formant seuil vers l'extérieur dans son angle nord-ouest. Ce bâtiment est contemporain d'un puits extérieur, lui aussi installé au nord-ouest.

Au sud de la clôture, la voirie se maintient. En revanche, le fossé Est-Ouest est remblayé, certainement pour être décalé plus au sud, en dehors de la fouille.

La grande campagne de reconstruction de l'abbaye du milieu du 13^e siècle, après le grand incendie de 1226, n'atteint que marginalement le secteur étudié si ce n'est par le passage d'un égout bien appareillé, en pierre de taille calcaire, en limite sud-est de la fouille. D'après son orientation, il peut avoir desservi le bassin monumental repéré lors de la fouille de la troisième tranche de construction de l'hôtel de ville. Il devait se jeter dans le cours d'eau sud qui est alors contenu par un mur de calcaire et silex lié à l'argile.

Au 13^e siècle, un nouveau bâtiment, aux murs de silex et meulière noyés dans le plâtre, remplace le précédent au nord de l'ancien mur de clôture. Plus large, il possède au moins trois pièces en enfilade. A l'ouest une première pièce possède un aménagement en banquette au sud. Au centre, une seconde pièce possède un pilier central et est divisée par de nombreuses cloisons en plâtre. La base du pilier est identique aux bases retrouvées en remploi dans les fondations de l'aile orientale du cloître, reconstruite autour de 1230-1250 et provient vraisemblablement du démantèlement du même monument.

Durant la seconde moitié du 14^e siècle ou au 15^e siècle, une construction à fondation circulaire réemployant des éléments de pilastres est construit immédiatement à l'ouest. Deux petites annexes prennent appui au sud de l'ancien mur de clôture, qui n'assure alors plus cette fonction mais restera un axe fort dans l'aménagement de ce secteur de l'abbaye.

Il est probable que la fondation circulaire correspond aux substructions d'un pigeonnier, tandis que les pièces à cloisonnements multiples et banquette ont une vocation artisanale ou agricole.

Au 16^e siècle, la construction précédente s'étend vers l'ouest, toujours uniquement sur la largeur d'une pièce. L'installation d'un mur semi-circulaire à l'intérieur de la pièce indique la mise en place d'un escalier et donc d'un étage. La fondation circulaire est conservée, évidée et voûtée, afin de la transformer en cave. Entre cette dernière et la pièce à pilier central, une nouvelle salle est munie de deux âtres, l'un en angle Nord-Est l'autre en angle sud-ouest. Ils sont en liaison avec un four construit à l'intérieur des pièces contiguës. Une cheminée plus classique avec âtre et pied droit est englobé dans le mur oriental de la pièce ouest. La présence de ces foyers indique une fonction si ce n'est résidentiel, au moins de réception, il est probable que la destination comme parloirs de ce bâtiment date de cette époque et soit liée à l'installation plus à l'est du logis abbatial de l'abbesse.

Un réseau de drainage pour ce bâtiment mais aussi pour le logis-abbatial est alors mis en place. Ces coffrages de pierres enterrés se déversent dans des puisards ou dans le cours d'eau sud.

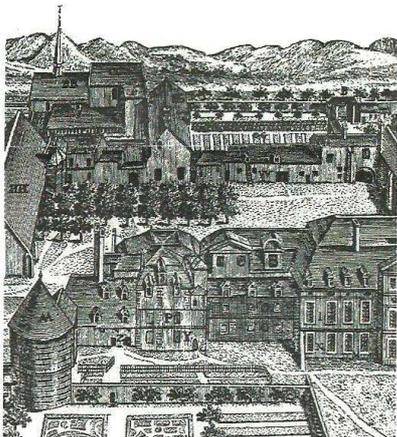
Dans le courant du 17^e siècle, le corps central est flanqué au nord et au sud par des avancées. Si l'avant-corps nord, peut abriter de nouvelles pièces, l'extension sud semble plutôt être destinée à la desserte des pièces principales. Ces extensions seront reprises au 18^e siècle, avec modification de la disposition intérieure du bâtiment. Les niveaux de sols correspondant à ces réaménagements n'ont pas été conservés, détruits lors de l'installation d'un plateau d'évolution sportif vers 1980, cependant il est avéré qu'il s'agit bien là des parloirs qui apparaissent sur les vues du Monasticon Gallicanum de 1685.

Au sud, le terrain est remblayé et traversé par un mur de gypse qui marque la séparation entre la cour méridionale des parloirs et le jardin potager tel qu'on peut les observer sur la gravure.

L'abbaye, disparaît à la fin du 18^e siècle, et est divisée entre divers propriétaires. Certains éléments du monastère, sont réutilisés, tels les caves du parloir ou le mur de jardin, tandis que d'autres sont entièrement récupérés.

La présence d'un grand hangar à deux rangées de piliers contre l'ancien mur du jardin correspond à une installation artisanale dont une partie des outils de production a été retrouvée au nord, dans un puits, et au sud, dans une fosse. Il s'agit de creusets, gazettes, moules et « montres », essais de peinture sur faïence et verre, certaines portant des inscriptions datées des années 1859 à 1862.

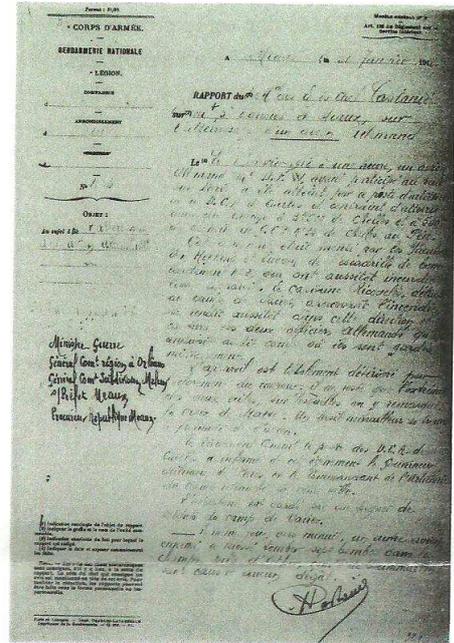
Cette nouvelle fouille sur l'emplacement de l'abbaye permet donc de poursuivre notre connaissance sur l'évolution du monastère en permettant d'observer un secteur secondaire, point de jonction entre la règle et le siècle.



Photos Service archéologique municipal / INRAP

NOUVELLES BREVES

Les recherches menées par Claude GALLEY lui ont permis de retrouver ce document, relatant la destruction d'un avion allemand par la DCA de Chelles, le 31 janvier 1918. Voici les documents de l'époque, relatant cet événement, qu'il nous a fait parvenir :



Gendarmerie
Nationale

à Meaux le 31 janvier 1918

Rapport du M^{al} des Logis Chef Castanié ...
... sur l'atterrissage d'un avion allemand.

Le 31 janvier 1918 à une heure, un avion allemand M^{le} D F W, ayant participé au raid sur Paris, a été atteint par le poste d'artillerie de la DCA de Chelles et contraint d'atterrir dans un champ à 3 k 500 de Chelles et à 500 m du chemin de G. C^{on} n^o 34 de Chelles au Pin.

Cet aéroplane était monté par les s/lieutenants Von Heyking et Luedk (ou Luedr) de l'escadrille de bombardement n^o 2 qui ont aussitôt incendié leur appareil. Le Capitaine Ricquelès détaché au camp de Vaires, apercevant l'incendie se rendit aussitôt dans cette direction et captura les deux officiers Allemands qu'il conduisit audit camp où ils sont gardés militairement.

L'appareil est totalement détérioré par l'éclatement du moteur, il ne reste que l'extrémité des deux ailes sur lesquelles on y remarque la croix de Malte. Un fusil mitrailleur se trouve à proximité de l'avion.

Le lieutenant comm^{ant} le poste de DCA de Chelles a informé de cet événement le Gouverneur Militaire de Paris et le Commandant de l'Artillerie du camp retranché de cette ville.

L'aéroplane est gardé par un piquet de soldats du camp de Vaires.

Le même jour, vers minuit, un autre avion ennemi a laissé tomber sept bombes dans les champs, près d'Othis, commune de Dammartin sans causer aucun dégât.

(Signature)

Castanié



Société archéologique et historique de Chelles

LE PETIT JOURNAL

N° 2011 - 4

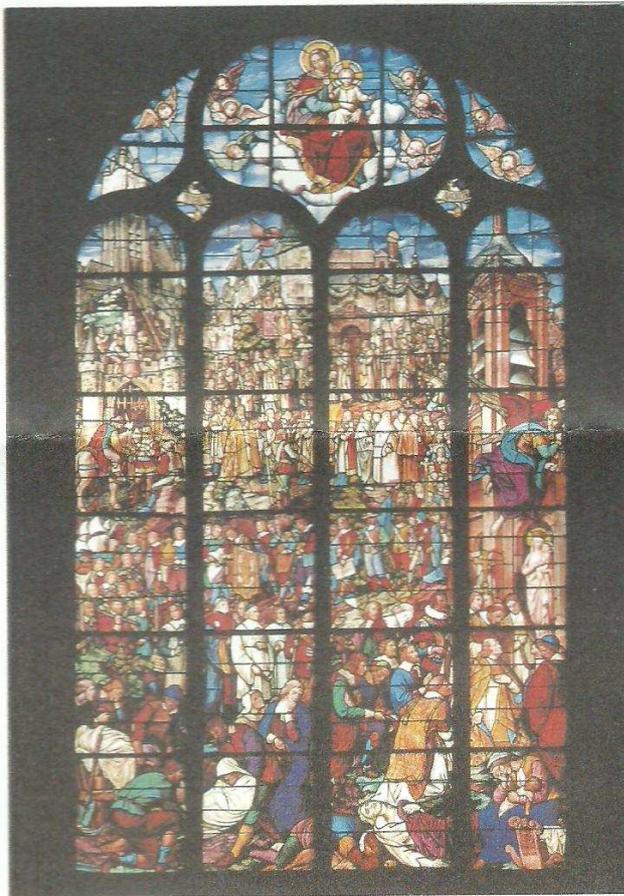
Novembre 2011

LE MOT DU PRESIDENT

Cher(e)s ami(e)s

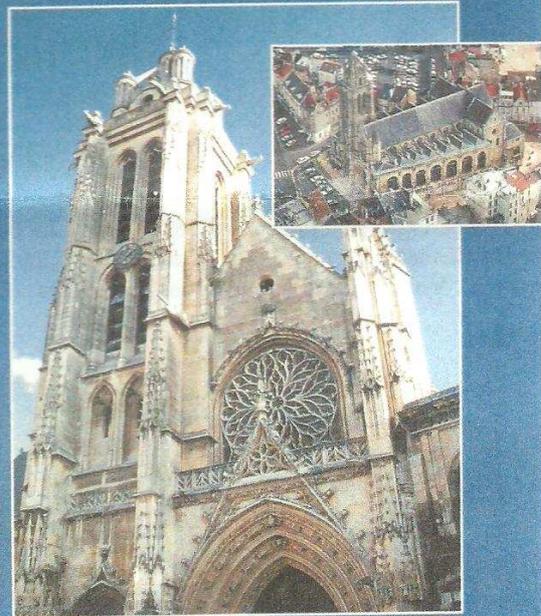
Quelques mots d'introduction à ce nouveau « Petit Journal ». Tout d'abord, notre ami Claude GALLEY vous présente la suite de l'histoire de la destruction d'un avion allemand par la DCA de Chelles, le 31 janvier 1918, qui n'avaient pu vous être présenté la dernière fois, faute de place. Malheureusement, le compte-rendu de la très intéressante conférence sur l'histoire des MENIER, qui occupèrent une place considérable pour notre région au cours du XIXème siècle, n'a pu me parvenir à temps pour cette nouvelle édition. En revanche, vous trouverez quelques souvenirs de la visite de PONTOISE, qui fut un grand moment !!!

SORTIE « PONTOISE »



Texte de Denise PICHON.
Préface de Jean-Marcel CHAMPION.

LA CATHEDRALE SAINT-MACLOU DE PONTOISE



5000
PONTON

Val-d'Oise

La visite de PONTOISE passe forcément par l'église Saint-MACLOU, devenue cathédrale du diocèse de Pontoise en 1966. La construction de l'édifice actuel aurait commencé entre 1140 et 1165. Le chevet conserve également des éléments de l'époque romane. La voute du déambulatoire et les baies du transept sont en revanche caractéristique de l'art gothique rayonnant (XIIème siècle)

Dans la seconde moitié du XV ème siècle, la façade originelle est remplacée par l'actuelle façade, de style flamboyant.

Au XVIème, la Renaissance ouvre une nouvelle période d'intervention, avec le remplacement du bas côté nord par un collatéral double, bordé de chapelles. A partir de 1552, Pierre LEMERCIER réalisera le dôme, qui terminera la tour de façade. Le collatéral sud est également modifié, avec l'ajout d'un ensemble de chapelles, les colonnes médiévales étant alors remplacés par de forts piliers. Les baies hautes sont également reconstruites.

En 1887, le maître verrier Edouard DIDRON réalise, à partir de 1887, les vitraux du collatéral sud, et en 1955, Max INGRAND remplace les vitraux du chœur détruits en 1940.



NOUVELLES BREVES

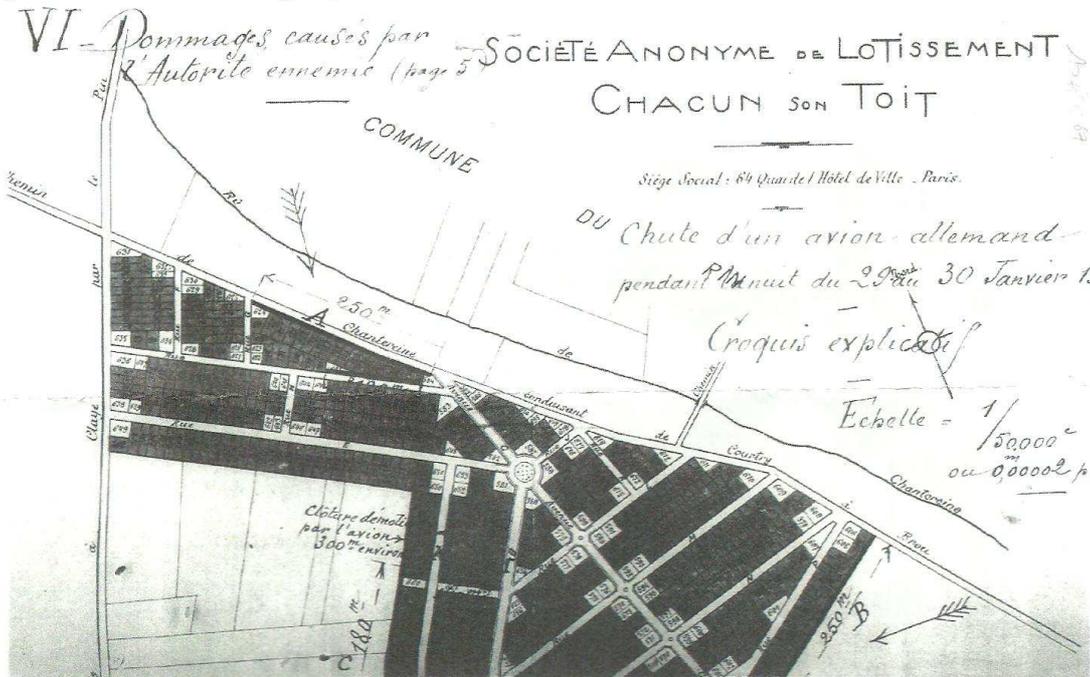
Les recherches menées par Claude GALLEY lui ont permis de retrouver ce document, relatant la destruction d'un avion allemand par la DCA de Chelles, le 31 janvier 1918. Vous en avez eu le compte rendu dans notre précédent numéro. Voici aujourd'hui quelques documents complémentaires, relatant cet événement,



Un avion allemand tombe sur Chanteraine le 31 janvier 1918

En janvier 1918, les Allemands jettent leurs dernières forces dans la guerre toujours indécise. En prenant la décision d'aller bombarder Paris, les Allemands veulent atteindre le moral des lignes arrière. Dans la nuit du 30 au 31 janvier 1918, les Parisiens reçoivent la première visite des nouveaux bombardiers

allemands, les «Gotha». En une demi-heure, ceux-ci font 259 victimes, dont 61 tués. Ces bombardiers transportent 600 kg de bombes pesant de 50 à 300 kg. Toutefois, les bombes les plus employées sont celles de 100 kg. Les raids des «Gotha» sur Paris sont surtout nombreux à partir de mars 1918. Ils sont complétés par les tirs de canons à longues portées.



1. L'avion boche descendu à Chelles.
2. On signale des Gothas: les descendent dans les caves.

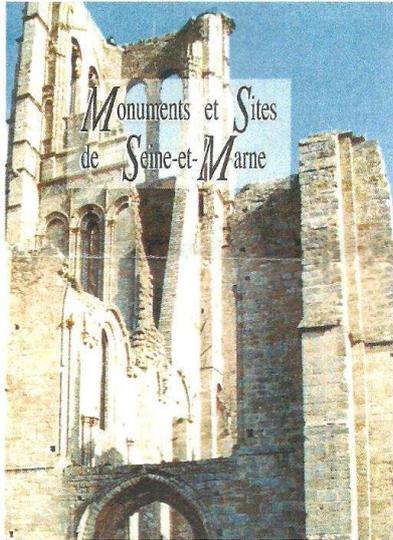
Le rapport du Maréchal des Logis est très clair. (Trouvé aux Archives Départementales 77 avec plan de chute). La photo jointe a été publiée dans le journal le Pèlerin du 24/02/1918 sous la légende "L'avion boche descendu à Chelles". Cet avion "Aviatic" est tombé entre le 35, rue Firmin Bidard et le 42, rue Ingres, dans la partie basse de ces deux rues de Chantereine. Sur le plan de chute (non reproduit car de très mauvaise qualité), on peut lire que les clôtures des lots de ce nouveau lotissement chellois ont été très endommagées par la foule qui envahit les lieux en provenance du Pin, de Brou et de Chelles.

(Sources : archives départementales 77, internet pour les renseignements sur le bombardement, remerciement au collectionneur Alsacien qui m'a offert la copie de la photo de l'avion abattu).

Claude Galley

CHEZ NOS AMIS

❖ PUBLICATIONS



L'association des
AMIS DES MONUMENTS ET SITES
DE SEINE ET MARNE

nous a fait parvenir le n° 43 (année 2011)

Au sommaire :

- CHATEAU-LANDON, Capitale des comtes du Gatinais et ancienne résidence royale (Article de M. Claude POIREAU)
- LE CHATEAU DE VILLEMARECHAL (Article de M. François BUSSAC)
- LES STATUES DISPARUES DE S.ET M. (Article de M. Gérard EDE)
- PRESENCE DU BAROQUE ROMAIN DE S. ET M. (Article de Mme Alicia ADAMCZAK)

Nous avons également reçu le Tome CXXXIX (2011) du BULLETIN DE LA SOCIETE ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE DU LIMOUSIN

Merci à ces deux associations qui effectuent un travail remarquable, et qui nous font profiter de leurs excellentes publications. Celles-ci sont à votre disposition, sur demande, auprès de notre archiviste Madame Annick DESTHUILLIERS



Société archéologique et historique de Chelles

LE PETIT JOURNAL

N° 2011 – 5

Janvier 2012

LE MOT DU PRESIDENT

Cher(e)s ami(e)s

Lorsque vous recevrez cette dernière édition de notre « Petit Journal » qui vous relate la vie de notre Société au fil des ans, nous serons déjà en 2012, et cela me permet, à titre personnel et au nom de notre Conseil d'Administration de vous présenter mes vœux les plus sincères pour l'année qui commence. J'espère que celle-ci vous sera aussi agréable que possible, et que nous nous retrouverons pour partager les connaissances sur notre ville et notre région. Deux événements sont déjà programmés : la parution de notre nouveau bulletin, dont la distribution sera hélas décalée de quelques semaines – probablement à fin février prochain, mais qui une nouvelle fois fera date dans la vie de notre Société. Christian CHARAMONT a bien voulu rédiger l'histoire et la présentation des découvertes archéologiques de ces trente dernières années. C'est un travail considérable, dont nous lui serons très reconnaissant, et qui permettra à notre association de jouer son rôle d'enregistrement et de diffusion de la connaissance de l'histoire de notre ville, étendue aujourd'hui au périmètre de la Communauté d'Agglomération de Marne et Chantieraine. Par ailleurs, une réédition, entièrement revue et augmentée, du dictionnaire des rues de Chelles est en préparation, et là encore, malgré l'importance de ce travail, j'espère pouvoir vous proposer cet ouvrage, en souscription, pour le printemps prochain.

Enfin, pour nous faire pardonner l'irrégularité de la parution de ce « Petit Journal » durant cette année 2011, je vous propose cette fois un numéro double, qui reprend, outre le très intéressant exposé de notre ami le docteur J. MEILLET sur la vie « du bon docteur GUILLOTIN », une présentation de la « SAGA DES MENIER », résumé de l'ouvrage publié par l'association « Connaissance du Val Maubué ».

J.P. THORETTON

REUNION DU 3 DECEMBRE 2011

« Le bon docteur Joseph Ignace GUILLOTIN » (1738 - 1814)

Par le docteur Jacques MEILLET



Joseph Ignace GUILLOTIN est né à Saintes le 28 mai 1738 dans une famille catholique. Elevé chez les Jésuites, à 16 ans, il reçoit la tonsure et les quatre mineurs, mais, à l'âge de 21 ans, il abandonne la prêtrise pour la médecine.

Le 27 août, il est nommé à Paris docteur régent et il exerce dans la capitale. Il se rend régulièrement à l'église Saint-Séverin pour soigner gratuitement les pauvres. En 1776, initié dans plusieurs loges, il entre au Grand Orient et fréquente la Loge des Neuf Sœurs, qui accueillera VOLTAIRE en 1778. Nommé professeur à la faculté de médecine de Paris en 1784, il participe à une commission concluant à la dangerosité des pratiques du magnétiseur MESMER, et, à 45 ans, il décide enfin de se marier avec Marie Louise SAUGRAIN, surnommée Elise.

En 1788, GUILLOTIN fait de la politique. Il rédige la première pétition de l'histoire afin que les représentants du Tiers Etat soient en nombre égal à ceux de la noblesse et du clergé aux Etats Généraux. Il propose à l'Assemblée de créer des ateliers de charité et d'organiser la subsistance des pauvres et des indigents. Il sera député de Paris.

Le 21 juin 1790, afin d'atténuer les souffrances des condamnés à mort, il propose à l'Assemblée que les criminels soient DECAPITES « par l'effet d'une simple mécanique ne provoquant qu'une simple fraîcheur sur le cou ». La

machine, de triste mémoire, sera réalisée par un facteur en clavecins, Tobias SCHMIDT, sous la direction du chirurgien Antoine LOUIS. Elle sera expérimentée le 18 mai 1792 sur des cadavres, dans une cour de Bicêtre. Afin d'échapper à la Terreur et à ROBESPIERRE, GUILLOTIN, qui a caché des proscrits, part aux Armées afin de soigner les blessés à Arras. Arrêté et incarcéré un mois, peu de temps avant le 13 vendémiaire, accusé d'avoir écrit un manifeste royaliste, il sera relaxé. En 1803, il crée le comité de la vaccine pour lutter contre la petite vérole. Professeur, il remplacera le latin par le français dans les études médicales, et y introduira l'enseignement de la physique et de la chimie. Il créera un diplôme de docteur en médecine valable dans toute la France. En 1812, il se retire dans sa propriété de Villiers sur Orge, et meurt à Paris le 31 mars 1814, âgé de 75 ans passé, alors que les troupes ennemies sont aux portes de Paris. Son confesseur dira : « GUILLOTIN est une belle âme, en règle avec le Bon Dieu ».

Guillotinet ne se remettra jamais de voir son nom donné à cette machine de mort : la guillotine. Il sera l'objet de nombreuses moqueries de son vivant, ce qui fera dire à certains : « on est rarement récompensé de vouloir faire du bien à son prochain ».

REUNION DU 14 OCTOBRE 2011

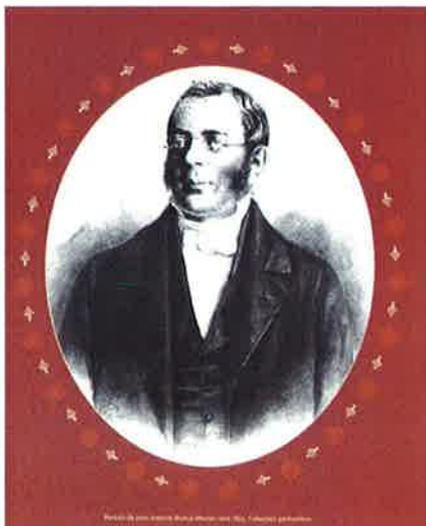
« CHOCOLAT MENIER » (Evitez les contrefaçons)

- Bernard LOGRE – Jean GIRAUX – Gérard MESSENCE
CONNAISSANCE DU VAL MAUBUE

(Ce résumé de la conférence du 14 octobre dernier a été établi d'après l'ouvrage « CHOCOLAT-MENIER, évitez les contrefaçons », écrit par Bernard LOGRE et Gérard MESSENCE, publié en 2005 aux éditions E.T.A.I.)

Jean Antoine Brutus MENIER (1795 – 1853)

Troisième enfant du couple MENIER-VERNET, il naît à BOURGUEIL (Indre et Loire) le 17 mai 1795. Fondateur de ce qui allait devenir l'empire MENIER, il entre dans l'armée napoléonienne et y travaille au service de santé. Après avoir épousé Marie Edmée Virginie Pichon le 24 février 1816, il fonde sa maison la même année, afin d'organiser « un laboratoire pourvu de tous les instruments, de toutes les machines qui peuvent contribuer à la perfection des produits » nécessaires aux pharmaciens. En 1824, il loue un moulin sur la Marne, à Noisiel, puis s'installe en 1830 à Paris, rue des Lombards.



Moulin de Noisiel, 1824. G. Comenly. Peinture commandée par le propriétaire de la maison paternelle sur l'île, Café, Musée de la Vallée, Maubuisson.



Moulin de Noisiel, 1824. G. Comenly. Peinture commandée par le propriétaire de la maison paternelle sur l'île, Café, Musée de la Vallée, Maubuisson.

Mais il n'est pas pharmacien lui-même, et doit, à 44 ans, reprendre ses études. Après avoir reçu son diplôme, il sera admis membre de la Société de Pharmacie en 1842.

En février 1848, il acquiert un hôtel particulier à Paris, Rue Sainte-Croix-de-la Bretonnerie.

Convaincu avant l'heure de l'intérêt de la publicité, il adopte, dès la fin des années 1830, une enveloppe et une étiquette avec fac-similé de ses médailles. La qualité dite « fine santé », enveloppé dans du papier jaune, aura la préférence du public qui en vient à ne désigner le chocolat MENIER que sous le nom « papier jaune ».

Malade, frappé par une attaque de paralysie, il recevra à la fin de sa vie l'insigne de Chevalier de la Légion d'honneur le 1^{er} Janvier 1853. Il décèdera le 19 novembre suivant.

L'héritage familial, la pérennité de la société commerciale avaient été préparés, et en 1854, Emile-Justin MENIER, l'unique fils, va, à 27 ans, assurer seul la direction des manufactures de Paris et de Noisiel. De cette affaire de famille, il va édifier un empire.



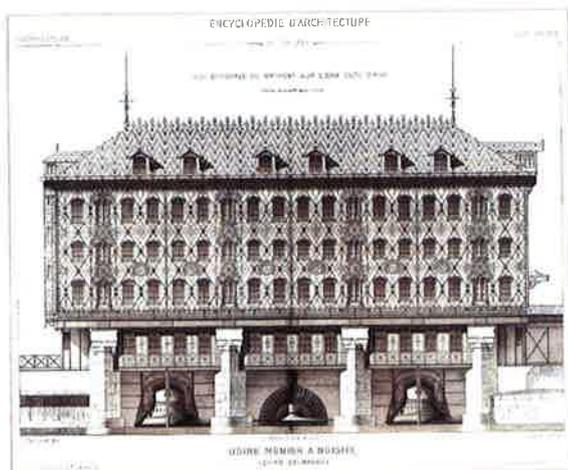
Emile-Justin MENIER (1826 – 1881)



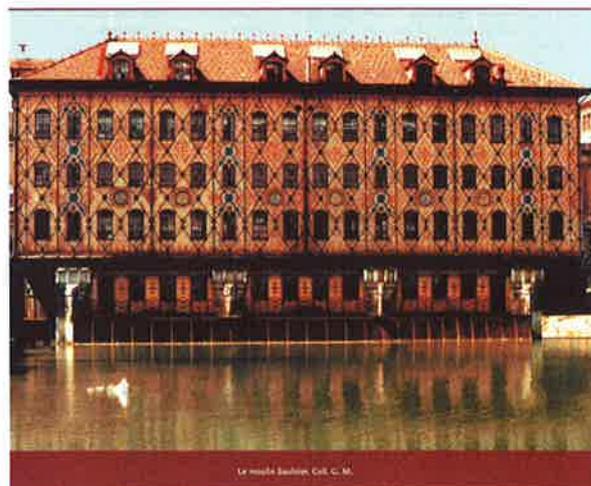
Après une formation de pharmacien, comme son père, le premier souci d'Emile-Justin, dès son arrivée aux affaires est d'agrandir et de moderniser l'établissement. En 1855, il fit augmenter le bâtiment du moulin d'une travée, fit élever une 3^{ème} pile du côté de la berge, et, dans la prévision d'un agrandissement ultérieur, fit aussi élever les fondations d'une 4^{ème} pile, côté de l'île. Emile-Justin MENIER va s'entourer de nouvelles compétences pour développer encore son entreprise. C'est ainsi que Marcellin BERTHELOT (1827 – 1907) y est associé à partir d'octobre 1860. Emile-Justin MENIER s'intéresse alors à l'organisation spatiale de son site de Noisiel. Les travaux de transformation de l'usine MENIER dureront de 1862 à 1864, sous la direction de Jules SAULNIER. Aux bâtiments de production et de laboratoires s'ajoute une importante machine à vapeur, dont l'imposante cheminée, haute de 45 m. est traitée en briques polychromes qui dessinent le monogramme « M » de MENIER, et des arabesques artistiques.

En 1867, Emile-Justin MENIER abandonne la production pharmaceutique, et cède l'usine à la Pharmacie Centrale de France, alors dirigée par François DORVAULT.

A cette même période, et alors qu'il conduit la fin des travaux de l'usine de Saint-Denis, Jules SAULNIER étudie à nouveau la transformation du moulin de Noisiel. Plutôt que de modifier l'ancien bâtiment, fait de pans de bois hourdés, il propose une reconstruction totale, après plusieurs esquisses, avec finalement un projet en fer et briques qui verra le jour entre 1871 et 1872. L'ossature métallique porteuse permet à Jules SAULNIER de réaliser les murs avec un simple remplissage de briques, qu'Emile-Justin MENIER veut cependant avec un luxe décoratif rarement utilisé dans les constructions industrielles. Sur un fond de briques blanches, SAULNIER décore les losanges de motifs colorés composés de briques plus foncées, gris violacées, rouge pâles, et de briques vernissées avec le monogramme « M » en alternance avec la fleur du cacaoyer. (Ce moulin est aujourd'hui classé au titre des Monuments historiques).



Noisiel Usine Menier, bâtiment sur l'eau vu d'en aval, extrait de l'Encyclopédie d'architecture, planches 234-235. V^o Morel Éditeurs, Imp. Lamerrier et C^o, 1874. Coll. G. M.



Le moulin Saulnier, Coll. G. M.

Dans la chaîne de fabrication du chocolat, l'une des dernières opérations consiste en la réfrigération du produit. Cette opération est donc délicate en été, ce qui pouvait même interrompre la production. Pour remédier à ce problème, MENIER va faire appel à Charles TELLIER (1828 – 1913). Durant cette période, animé des mêmes soucis de perfection que son père, et afin d'obtenir une production irréprochable, Emile-Justin MENIER décide de cultiver lui-même ses cacaoyers, de produire ses betteraves et d'en raffiner son sucre. Il acquiert des plantations au Nicaragua, en 1862, entre Nandaïme et Rivas, à environ 20 km de la côte sud-ouest du lac Nicaragua, et environ 60 km de l'océan pacifique. La ferme sera appelée « Valle MENIER » et constituera un domaine s'étendant sur 1500 Ha. En 1865, « Valle MENIER » est devenue la seule hacienda du Nicaragua de 300 000 cacaoyers, Pour fabriquer du chocolat, il faut du cacao, mais aussi du sucre. Le blocus continental, imposé par Napoléon I^{er} à l'Angleterre en 1806, tarit, entre autre, l'approvisionnement de la France en canne à sucre. Dès 1806, Benjamin DELESSERT crée à Passy une des toutes premières fabriques de sucre industriel extrait de la betterave. Il en installe ensuite deux autres, l'une à Saint-Ouen (actuellement en Seine-Saint-Denis), et l'autre à Chelles (Seine-et-Marne), sur les terres de l'ancienne abbaye.

Noisiel, MENIER-Ville

En 1825, à l'arrivée de Brutus MENIER, Noisiel compte une centaine d'habitants, occupant de modestes maisons issues des siècles précédents. Après ses transformations, la cité de Noisiel couvra 30 Ha., en formant un quadrilatère traversé par 3 voies principales de 600 m. de long, recoupées par quatre rues transversales. Les travaux débutent, la première pierre de l'école est posée le 23 octobre 1874, et l'établissement ouvre en 1876, en respectant des règles d'hygiène strictes : aération, ensoleillement, chauffage. Le matériel est étudié avec soin : à l'Exposition universelle de 1878, les tables-écrivains à dossier conçues à Noisiel obtiennent une médaille d'or. A côté de l'éducation obligatoire, MENIER met en place des cours du soir pour ses ouvriers. Une nouvelle mairie, répondant aux obligations formulées par la loi municipale de 1884, est édifiée en 1893. La cité de Noisiel est achevée autour de 1900. Elle comprend 138 maisons, formant 312 logements, qui ne permettent cependant que de recevoir environ 60% du personnel.

Emile-Justin MENIER apparaît donc comme un mécène et un novateur.

Il ouvre son usine de Saint-Denis aux élèves et candidats pharmaciens, qui trouvent là, outre des matières médicinales de très bonne qualité, du matériel moderne. Il est ainsi à l'origine de la création d'un important droguier – plus de 850 bocal conservés à ce jour – destinés aux cours professionnels et techniques de ses employés.

Il se présente en 1871 aux élections législatives. Battu en Seine-et-Marne, il entre néanmoins en politique avec un mandat de conseiller général. Le 11 mai 1871, il est élu maire de Noisiel, dont il avait été auparavant, et à 3 reprises, membre du conseil municipal.

En 1876, il achète « Le Bien Public », et décide d'en faire un grand quotidien de tendance radicale. Il traite avec le plus grand sérieux de problèmes économiques et financiers, et, sur le plan politique, milite pour les libertés d'association et de presse. Il demande une diplomatie prudente, l'enseignement gratuit, obligatoire et laïc, le développement du télégraphe, des postes des voies ferrées, et désire ardemment une profonde transformation du régime fiscal français.

Ces thèmes seront ceux du candidat MENIER aux élections législatives de 1876, ou il se présente une nouvelle fois dans l'arrondissement de Meaux. Dans les réunions publiques, l'idée révolutionnaire d'un impôt unique sur le capital, proposé par MENIER, occupe une place importante.

Malgré les difficultés liées à l'existence d'un second candidat républicain, MENIER l'emporte largement.

Il meurt le 17 février 1881, au château de Noisiel. Ses obsèques furent grandioses, et le corps transporté ensuite au Père Lachaise.

Le 28 mars 1881, les trois fils d'Emile-Justin, Henri, Gaston et Albert, signent à la justice de paix de Lagny-sur-Marne un acte établissant leur cogérance dans la société commerciale créée en 1879 avec leur père.

Henri, Gaston et Albert MENIER

En juillet 1879, une société en nom collectif est constituée entre MENIER père et ses trois fils, Henri, Gaston et Albert, pour faire face aux risques causés par l'état de santé d'Emile-Justin.

En mars 1881, la cogérance des trois frères est effective. Henri (1853 – 1913) s'occupe plus particulièrement des fabrications de l'usine de Noisiel ; Gaston (1855 – 1934) se voit confier la responsabilité de la rue d'Enghien, et Albert (1858 – 1899) a la charge de l'usine de caoutchouc de Grenelle.



Albert MENIER



Henri MENIER



Gaston MENIER



Au décès d'Albert MENIER, en 1899, Henri et Gaston resteront les seuls associés. Georges, fils aîné de Gaston, y entrera en 1909 comme simple commanditaire. Après le décès d'Henri, en 1913, le capital de la société est partagé entre Gaston et son fils Georges. En 1922, Jacques, second fils de Gaston, Entre à son tour dans la société comme commanditaire. Par suite du décès de Georges en 1933, la société est administrée avec Gaston et Jacques comme associés, et avec Antoine, Claude, Hubert et Jean, les quatre fils de Georges, comme commanditaires. Ces derniers assureront la direction de l'entreprise en 1934, au décès de Gaston.

La maison MENIER achète, en 1880, à Chelles, en aval de Noisiel, un des trois moulins appelé moulin de Chelles. Il est accompagné d'un bâtiment abritant une vermicellerie, dans lequel les MENIER continuent la fabrication des pâtes alimentaires. L'exploitation, qui occupe une cinquantaine d'ouvriers, sera revendue en 1914.

En France et dans ses colonies, la Maison MENIER étend son réseau de distributeurs et organise sa communication. L'illustrateur Firmin BOUISSET (1859 – 1925), crée dès 1892 une affiche qui va marquer l'histoire de la publicité. A cette époque, M. SABATIER, directeur du service publicité des établissements de Noisiel, donne comme cahier des charges de concevoir une affiche avec une extrême simplification du dessin et une réduction du texte à une courte formule.



La célèbre affiche avec la petite fille vient de naître. Elle évoluera, se modernisera, se transformera, mais conservera jusque dans les années 1950 son allure d'origine.

En 1898, les MENIER organisent le 8 octobre une très importante manifestation destinée à rendre un vibrant hommage à Emile-Justin et à son épouse Claire. La journée sera consacrée à deux cérémonies : la pose de la première pierre de la maison de retraite Claire-Menier, et l'inauguration d'un monument à la mémoire d'Emile-Justin MENIER. Les invités sont nombreux, depuis les délégations ouvrières de l'arrondissement de Meaux, - Gaston MENIER vient d'être élu député de cette circonscription – jusqu'aux notables de la région et aux personnalités parisiennes.

Le buste du fondateur, en bronze, prend place sur un piédestal décoré d'allégories diverses à sa gloire. Il ne manquera pas de susciter les critiques, et celles de Léon BLOY notamment sont particulièrement acérées.

Dans l'usine, un nouveau bâtiment est destiné à recevoir les batteries mélangeuses pâte de cacao-sucre. Les plans en sont établis par l'architecte Stephen SAUVESTRE, qui dirige alors le bureau d'architecture de la Société Gustave Eiffel et Cie. Les proportions et les volumes intérieurs de l'œuvre la

font surnommer rapidement « la cathédrale ». La décoration est également magistrale : dallage ébène et miel, plafond à caisson, supportés par d'élégants piliers en fonte, large escalier en pierre, péristyle spacieux, mezzanine circulaire. Une mise en scène grandiose accompagne la naissance du breuvage des dieux, le chocolat.

Il faut adjoindre une passerelle à ce nouvel atelier, afin de rejoindre la rive sud de la Marne. La proposition de la Société Gustave Eiffel est retenue, et l'ouvrage sera réalisé en béton fretté. D'une portée de 44,5 m., la passerelle constitue, en 1906, une première du genre.

A Paris, dans les années 1860, le préfet HAUSSMANN fait exproprier la totalité du parc Monceau. Au n°5 de l'avenue Van-Dyck, Emile-Justin achète, en 1868, un terrain pour y construire un hôtel particulier, qui sera terminé en 1872. L'œuvre est grandiose et célèbre à l'époque. En 1879, après avoir épousé Julie RODIER, Gaston MENIER s'installe également au Parc Monceau, au 4 de la rue Ruysdaël, dans un hôtel construit en 1875. Cet hôtel, ainsi que celui du 6, sont aujourd'hui la propriété du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, qui conserve des collections d'histoire de la pharmacie, dans le Pavillon mauresque. Jean Antoine Brutus y figure en bonne place.

En 1880, Henri MENIER acquiert le prestigieux domaine de Chamant, près de Senlis, d'environ 400 Ha avec château, haras et complexe d'entraînement hippique.

Gaston, après son mariage avec Julie RODIER, devient le propriétaire d'une grande villa à Houlgate. Les MENIER feront également construire à Cannes, dans les années 1890, une immense villa à l'italienne. Mais la plus belle acquisition demeure le château de Chenonceau, acheté par Henri en 1913, et encore aujourd'hui propriété de la famille.

Les trois frères MENIER s'intéressent très tôt au développement de l'automobile et contribuent à la naissance du sport en finançant et participant eux-mêmes aux premières épreuves. Henri obtiendra une médaille d'argent pour sa participation au Paris-Vienne en 1902.

Ils se passionnent également pour la navigation, étudient l'architecture navale, et, après quelques voyages à bord du « Sphinx », ils termineront par un trois mâts-barque en acier, à vapeur, la « Velleda », de près de 60 m. de long, jaugeant 575 tonneaux. En 1897, Henri acquiert le « Zaria », qu'il rebaptise « Bacchante », trois mâts-barque à vapeur, long de 62 m. jaugeant 973 tonneaux, troisième yacht français du moment. De ses longues croisières, Henri ramène des animaux, en particulier des ours, qu'il installe dans le parc de Noisiel.

Toujours dans les années 1880, c'est Gaston MENIER qui fait construire un yacht à coque d'acier, toujours en Angleterre, jaugeant 100 tonneaux, qu'il baptise « Julie », qu'il équipe d'un puissant projecteur électrique pour permettre la navigation nocturne. Il revend ensuite la « Julie » pour la remplacer par l'« Ariane », un steam-yacht de 630 tonneaux, grâce auquel il rencontrera Guillaume II, empereur d'Allemagne, en 1902.

Albert, enfin, navigue également. Après avoir acheté le « Giralda », il acquiert en 1876 le « Nemesis », grand yacht mixte de 60 m. de long, jaugeant 571 tonneaux, avec lequel il réalise en 1888 la première croisière française dans les mers de Chine et du Japon.

A partir de 1876, les trois frères MENIER forment un équipage de chasse à courre, d'abord en forêt de l'Isle-Adam, aujourd'hui en Val-d'Oise, puis, à partir de 1883, en forêt de Retz, dans l'Aisne. Au décès de Gaston, en 1934, c'est son fils Jacques qui hérite de la charge. En 1936, la location de la forêt vient à expiration. Jacques décide de ne pas renouveler le bail et met bas l'équipage. Le dernier hallali, le 1441^e, est sonné.

L'île d'Anticosti

En 1895, Henri MENIER, qui rêve de liberté et d'aventure, achète dans la province du Québec, à l'embouchure du Saint-Laurent, l'île d'Anticosti, grande comme la Corse, et il décide de la coloniser !

Celle-ci commence par la création d'un village, à la pointe ouest de l'île, puis un nouveau est installé un peu à l'est, à Baie Ellis (rebaptisé Port-Menier), qui présente un havre plus confortable pour les grands navires. Henri MENIER introduit dans l'île des animaux sauvages, crée une ferme d'élevage de renards argentés, installe une homarderie en raison de l'abondance de ce crustacé. Dès 1901, plusieurs centaines de pêcheurs alimentent l'établissement. Des dizaines de milliers de homards sont pêchés en deux mois. Vendus en boîte, à Québec, ils laissent un bénéfice appréciable... Une villa extraordinaire, traduisant le luxe de la bourgeoisie française, sera édifiée et inaugurée en 1905, en présence du gouverneur général du Canada.

Une salle des fêtes, avec club, salle de théâtre, bibliothèque, est édifiée, ainsi qu'une église, pouvant accueillir 600 fidèles, face au bâtiment de l'administration. MENIER obtient enfin des autorités canadiennes l'autorisation de créer sa propre monnaie. Des billets de 1, 2, 5 et 10 dollars sont alors imprimés !

Après la mort d'Henri MENIER, les grands projets de développement du tourisme sont mis en sommeil. La guerre de 1914 obligera les européens à quitter l'île pour rejoindre leurs pays respectifs. Le règlement de la succession d'Henri dissuade Gaston, qui doit alors assurer seul l'avenir de la chocolaterie, de conserver l'île d'Anticosti. Elle restera propriété privée jusqu'en 1974, date à laquelle elle sera rachetée par le gouvernement du Québec. Aujourd'hui, depuis 1998, l'empire MENIER est immortalisé par un musée implanté à Rivière Saumon, à l'est de l'île.

LES DERNIERES GENERATIONS et l'époque contemporaine

A Henri, Gaston et Albert succédèrent les enfants de Gaston, Georges et Jacques MENIER, puis les quatre fils de Georges, Antoine, Claude, Hubert et Jean, à la direction des établissements Menier.

Georges MENIER naquit en 1880. Pendant la Première Guerre mondiale, avec son épouse, Simonne LEGRAND, il assure la direction d'un hôpital temporaire au château de Chenonceau.

Il meurt en 1933, et laisse une veuve qui lui survivra 40 ans.

Jacques, né en 1892, se retrouve orphelin de sa mère quelques jours plus tard. D'autres épreuves l'attendent... Pilote de chasse, il est blessé à la nuque et gravement brûlé lors d'un combat aérien le 19 août 1917. Défiguré, il souffrira, physiquement et moralement, jusqu'à sa mort en 1953. Les décès de son frère en 1933 et de son père en 1934 le place à la direction de l'entreprise, charge qu'il assure difficilement malgré la collaboration de ses deux neveux, Antoine et Hubert.

Les difficultés économiques, la concurrence étrangère, et les premières grèves à l'usine de Noisiel contraignent Jacques MENIER et ses neveux à procéder à une réduction du capital.

En 1940, l'usine est occupée par les troupes allemandes. Une nouvelle réduction du capital aura lieu en 1946, puis, en 1948, la société MENIER est transformée en S.A.R.L. Chocolat-Menier. L'acquisition, en 1957 de la Société Chocolat Lombart permet une augmentation du capital, et la gérance est alors assurée par Antoine MENIER et Odette GAZAY, veuve d'Hubert, gérance qu'ils abandonneront cette même année. Les premiers licenciements apparaissent.

L'année 1960 marque le terme de l'existence de la Maison Menier. Les MENIER quittent la direction de l'entreprise, mais aussi Noisiel. Antoine démissionne de son mandat de maire dès 1959. Depuis 1871, les MENIER se sont succédé sans interruption au poste de premier magistrat de la commune. Si Noisiel était réservé à l'aîné, les autres, dans l'attente, occupaient le même poste dans les communes voisines, Lognes et Bussy-Saint-Martin. Parallèlement, Gaston avait suivi une longue carrière parlementaire. Il sera élu conseiller Général du canton de Lagny-sur-Marne en 1891 jusqu'à son décès en 1934. En 1898, il est élu député dans la circonscription de Meaux, et s'inscrit au groupe de la Gauche Radicale. Réélu en 1902 et en 1905, il déposa un projet de remaniement fiscal et d'impôt sur le capital. Il quitte l'Assemblée nationale pour le Sénat, ou il est élu en 1909, puis réélu en 1920 et en 1927.

La cité ouvrière de Noisiel est vendue en 1963 à une société immobilière, ce qui suscite l'inquiétude des habitants. Enfin l'Etat se porte acquéreur du domaine de Noisiel, afin d'y implanter l'une des 5 villes nouvelles prévues en

1965 dans le schéma directeur d'urbanisation de la région parisienne. Une autre aventure commence...

Les anciennes usines Menier sont devenues propriété du groupe Nestlé, après diverses cessions et acquisitions, qui décide de leur fermeture définitive en 1990. Mais en 1992, la multinationale choisit le site de Noisiel pour réunir ses sept directions alors réparties sur des emplacements différents. Le cabinet d'architecte Reichen et Robert assurera la maîtrise d'œuvre de ce grand projet, qui a été achevé en 1996. Auparavant, divers bâtiments avaient été protégés au titre des Monuments historiques, dont le Moulin Saulnier classé en 1992.



Pour connaître tous les détails de cette histoire extraordinaire, je vous invite à vous procurer cet ouvrage monumental auprès de l'association

« CONNAISSANCE DU VAL MAUBUE »

B.P. 33 – 77 426 – MARNE LA VALLEE Cedex

J.P. Thoretton

COTISATIONS

Avec le début de l'année revient la période des vœux, et non moins régulièrement l'appel à cotisation. La rigueur budgétaire nous oblige plus que jamais à veiller à ce que nos finances restent saines dans un contexte contraint et difficile. Le règlement de votre cotisation en début d'année simplifie le travail de votre trésorier, et permet une meilleure gestion de nos deniers !!!

Le montant de celle-ci reste, cette année encore, fixé à 25,00 € pour la cotisation de base. Elle vous donnera droit à notre prochaine publication, vous permettra de recevoir toutes nos informations et de participer à l'ensemble de nos activités. Merci d'avance à vous tous, et tout particulièrement à ceux qui en augmenterons volontairement le montant !!!

CHEZ NOS AMIS

❖ PUBLICATIONS

Nous avons reçu le n° 165 (Année 2011) du bulletin de la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE L'ARRONDISSEMENT DE PROVINS

Au sommaire de cet ouvrage :

Bulletin de la
SOCIÉTÉ
D'HISTOIRE
ET D'ARCHÉOLOGIE
DE L'ARRONDISSEMENT
DE PROVINS

L.S.N. 1634-5711

N° 165 ANNÉE 2011



Vie de la Société

Histoire et Archéologie :

- Etude concernant soixante-neuf cahiers de doléances des paroisses dépendant des baillages réunis de Provins-Montereau, rédigés durant l'hiver 1789 (Marie-Catherine PALANCHINI-GUERINI)
- Catalogue des monnaies champenoises du fond ancien de la bibliothèque de Provins (Christophe ADAM)
- La navigation sur la Voulzie et la construction d'un canal de Provins à la Seine (Michèle et Jean-Louis MARC)
- Quatre souterrains-caves de la rue de Provins à Montereau-Fault-Yonne (Gilbert-Robert DELAHAYE, Daniel BULLOT)
- La collégiale Saint Nicolas de Provins – 2 – Contribution à l'histoire religieuse, urbaine et sociale de Provins du XIII^e siècle au XV^e siècle (François VERDIER)

Notes :

- Une mesure en pierre conservée dans l'église de la Croix-en-Brie (Gilbert-Robert DELAHAYE)
- Bouteille sigillée « A LA VILLE DE PARIS/PROVINS » (Colette et Roger FRICHET)
- La Vierge à l'Enfant déhanchée de l'église de la Croix-en-Brie (Gilbert-Robert DELAHAYE)
- Les enduits peints du bas-côté sud de l'église Saint-Ayoul de Provins (Luc DESCHAMPS)

Merci à notre association sœur qui nous fait fidèlement profiter de ses excellentes publications. Celles-ci sont à votre disposition, sur demande, auprès de notre archiviste Madame Annick DESTHULLIERS.